Une communauté rurale confrontée à une insécurité alimentaire chronique, exacerbée par des chocs climatiques, a généré un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), dont la plupart vivent dans des camps de personnes déplacées dans une autre région du pays où elles constituent une minorité ethnique et religieuse.

Le groupe paramilitaire soutenu par l'État qui opère dans la région est hostile à la population déplacée et la considère comme une cible légitime.

Des incidents violents ont été signalés, notamment des exécutions d'hommes et de garçons qui ramassaient du bois ou cherchaient de la nourriture à l'extérieur du camp. En conséquence, les femmes déplacées ont commencé à ramasser du bois et à chercher de la nourriture à leur place.

On enregistre un taux élevé d'agressions sexuelles et de viols à l'encontre des femmes déplacées qui cherchent de la nourriture ou ramassent du bois seules à l'extérieur des camps, à l'aube ou au crépuscule.

Les agressions sont commises par des membres du groupe paramilitaire. Si les chefs du groupe armé n'encouragent pas activement ces actes, ils tolèrent les violences sexuelles et craignent que punir les auteurs ne diminue leur contrôle sur leurs combattants.

Certaines femmes ont commencé à former des groupes de ramassage de bois de chauffage, ayant constaté que les femmes seules étaient davantage victimes de harcèlement et de violences.

Le statut social au sein de la communauté des personnes déplacées est également un facteur, les ménages les plus aisés ayant généralement les moyens d'acheter de la nourriture et du bois de chauffage sur le marché local, qui est bien approvisionné. Cependant, l'accès au marché est parfois restreint par le groupe paramilitaire, ce qui oblige davantage de femmes à ramasser du bois de chauffage et à chercher de la nourriture.